



Précis de Politique

No.13

Vers une économie verte et résiliente dans la Caraïbe
2012

Économie Verte

Résumé

Le terme « économie verte » est apparu pour décrire une forme de développement qui réponde de manière holistique aux multiples défis économiques et environnementaux auxquels le monde est confronté. Le concept a rapidement été adopté dans les sphères du développement international, et la façon dont il est compris et mis en application aura des implications majeures pour les pays en développement. Entre décembre 2009 et février 2012, l'Institut Caraïbe des Ressources Naturelles (*Caribbean Natural Resources Institute*, CANARI) a animé un dialogue régional impliquant de nombreuses parties prenantes afin de faire ressortir des idées sur ce que signifie l'économie verte dans le contexte de la Caraïbe. Ce processus comprenait une revue de la littérature pertinente, des entrevues avec des experts de différents secteurs et pays, et un atelier rassemblant de multiples parties prenantes qui s'est tenu à Trinidad en février 2011. Il en est résulté une image large, mais encore incomplète de ce à quoi une économie verte caribéenne pourrait ressembler et viser à atteindre, une image qui est présentée dans ce précis.

De toute évidence, la représentation finale qui se dégagera du dialogue en cours devra refléter les perspectives d'un éventail le plus large possible de parties prenantes. Elle devra également accepter à la fois le caractère inévitable et la valeur de la divergence d'opinions. Cela implique un processus continu et consciemment inclusif, avec une série de discussions et de nombreuses autres possibilités de participation. Si ce processus caribéen peut et doit influencer les initiatives internationales, il ne reflète pas, et c'est intentionnel, les prémices de telles initiatives et n'est pas non plus influencé par la littérature de plus en plus importante sur l'économie verte, dont une grande partie est basée sur l'expérience, les opportunités et les perspectives du Nord. L'objectif du processus n'est pas d'harmoniser la Caraïbe avec le consensus international sur l'économie verte, mais plutôt de faciliter l'émergence d'une voie de développement propre à la Caraïbe et d'informer la compréhension et l'action internationales.

Messages Clés

1. Un nouveau modèle de développement économique dans la Caraïbe est nécessaire.
2. Le passage à une voie économique plus souple et plus « verte » doit être construit sur des bases plus sûres, équitables et démocratiques.
3. Une économie verte dans le contexte de la Caraïbe vise à long terme la prospérité grâce à la distribution équitable des avantages économiques et à la gestion efficace des ressources écologiques ; elle est économiquement viable et résiliente, autonome, et favorable aux pauvres.
4. Il existe des possibilités pour commencer dès maintenant le passage vers une économie verte dans la Caraïbe.
5. Un dialogue continu sur ce que signifie une économie verte dans le contexte de la Caraïbe et, comment celle-ci peut être mise en œuvre, est nécessaire.

Ce précis de politique a été produit par l'Institut Caraïbe des Ressources Naturelles, dans le cadre du projet de Dialogue régional pour la Caraïbe, l'un des dialogues nationaux de la Coalition pour une Économie verte, financés par l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED) et la Fondation du Commonwealth, mis en œuvre dans le cadre du programme de travail de CANARI pour une économie verte.



Pourquoi le dialogue caribéen sur l'économie verte est pertinent et opportun

Au cours des dernières décennies, la croissance économique non durable au niveau mondial a dépassé les limites écologiques, augmentant l'inégalité sociale et l'instabilité qui en résultent et intensifiant l'ampleur potentielle des changements climatiques. Ces évolutions globales en interaction se reflètent au niveau local, menaçant la viabilité politique, économique, sociale et écologique des Etats des Caraïbes. Pourtant, la région a la possibilité d'utiliser ce moment de crise mondiale à son avantage en développant une réponse solide et holistique, une réponse visant à renforcer la résilience de ses systèmes naturels, sociaux et économiques aux impacts et aux traumatismes à la fois internes et externes. Les principaux objectifs sous-jacents d'une telle intervention sont le renforcement de l'équité sociale, la durabilité environnementale, la résilience culturelle, la compétitivité économique et la bonne gouvernance.

Grâce au concept de l'économie verte, on peut visualiser la quête persistante du développement durable sous un angle nouveau en centrant la discussion sur le défi d'un développement économique qui soit équitable, durable et résilient. De cette manière, la discussion est en mesure d'engager de nouveaux publics, y compris le secteur privé, le secteur du travail, les consommateurs et les économistes, et permet d'aborder plus directement des questions clés de politiques publiques au niveau tant national qu'international.

La justification d'un passage à une économie verte

Le paradigme économique actuel n'est pas parvenu à répondre à bon nombre des problèmes majeurs que connaît la région; ces problèmes contribuent à leur tour à la pérennité de la vulnérabilité de l'économie et de l'environnement.

La pauvreté et l'inégalité : Le revenu par habitant varie considérablement, allant de 24 233 dollars US à Trinidad-et-Tobago à seulement 949 dollars US en Haïti. De nombreux pays sont classés comme « revenu moyen », mais avec de grandes disparités économiques. Par exemple, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie et la Jamaïque ont tous des taux de pauvreté estimés à environ 30%. Les niveaux de la pauvreté et de la quasi-pauvreté ont augmenté avec la crise économique actuelle, avec une baisse de la performance dans l'éducation qui contribue également à l'augmentation rapide des taux de chômage. La pauvreté est souvent liée à des questions d'inégalité sociale. Une grande partie des ménages sont gérés par des femmes et nombre d'entre eux sont en dessous ou en marge du seuil de pauvreté. Des secteurs domestiques peu productifs et la

« Une économie verte est une nouvelle approche à la croissance économique et sociale englobant les principes écologiques et de protection de l'environnement qui aboutiront à des pratiques de subsistance durables et au développement aux niveaux communautaire, national et régional. » (Définition de l'économie verte proposée par l'un des participants à l'atelier de dialogue, Atelier de dialogue pour une nouvelle économie dans la Caraïbe, février 2011)

dépendance vis-à-vis de marchés extérieurs volatiles ont contribué à la persistance de la pauvreté dans la région.

Les risques liés aux catastrophes : La région est très vulnérable aux catastrophes naturelles, y compris les cyclones, les tremblements de terre, les éruptions volcaniques et les glissements de terrain qui ont causé d'énormes pertes en vies humaines ainsi que des impacts environnementaux, sociaux et économiques (dans certains cas dépassant les 180% du PIB). Le changement climatique devrait augmenter la fréquence et l'intensité des cyclones, des sécheresses et d'autres risques liés au climat. La stratégie actuelle de l'externalisation des coûts des catastrophes sur la base de l'hypothèse que l'Etat ou les organismes internationaux d'aide les couvriront n'est ni fiable, ni viable.

L'endettement public : Les niveaux de la dette publique ont explosé ces dernières années, la dette extérieure et intérieure combinée allant de plus de 70% à près de 200%¹. Le coût du service de la dette diminue la capacité de l'Etat, accentuant ainsi les effets de la crise économique. Le fardeau des ajustements des services publics a été largement ressenti par ceux qui ont le plus besoin des services, contribuant ainsi à davantage de pauvreté et d'inégalités sociales.

La diminution des rendements des diverses industries : Les profits de certains secteurs économiques clés sont en baisse. En ce qui concerne l'industrie du tourisme, la croissance n'apporte actuellement que des bénéfices nets marginaux pour la région, principalement en raison de la forte dépendance du secteur vis-à-vis de l'importation de biens et de services. L'industrie agricole, pendant longtemps le pilier de l'économie rurale, a été négligée jusqu'à se retrouver dans une situation de quasi-stagnation. Dans le secteur de l'énergie, la consommation non durable et le manque d'investissement diminuent les avantages coûts / bénéfices, même dans les pays producteurs de pétrole tels que Trinidad-et-Tobago. Trop peu d'efforts sont faits pour créer des liens de renforcement mutuel entre les différentes industries, ce qui pourrait accroître la résilience des différents secteurs, tout en réduisant la dépendance vis-à-vis de l'importation.

Les facteurs qui empêchent la région de sortir du modèle actuel

Bien que la nécessité d'une nouvelle direction soit largement reconnue, les obstacles nuisant au passage à un nouveau paradigme économique sont énormes, et comprennent :

¹ ECLAC. 2008. *Public Debt Sustainability in the Caribbean*. Port d'Espagne, Trinité: Commission Economique des Nations Unies pour l'Amérique Latine et les Caraïbes.

Des structures politiques dissuasives : Peu de politiciens sont prêts à réellement mener à bien des changements qui pourraient aliéner les groupes d'intérêt puissants qui profitent du modèle actuel. La politique partisane divisée dans la plupart des pays réduit la capacité des gouvernements à atteindre le consensus politique nécessaire pour mener à bien des changements politiques majeurs.

Une faible demande à la base : Au cours des vingt dernières années, l'influence de la société civile sur le développement national et régional a diminué de façon significative. Certains rôles joués auparavant par les ONG ont été captés par l'Etat ; le soutien financier apporté au travail mené par la société civile a donc diminué ; les questions qui auparavant créaient un sentiment de solidarité entre la société civile et le milieu universitaire au cours des décennies précédentes ne sont plus des sujets de discussions ; et peu de jeunes se livrent à des actions et débats autour du développement. En conséquence, les organisations de la société civile sont de plus en plus démoralisées et dispersées, en dépit du leadership et d'un engagement continu de certaines d'entre elles.

Une base de ressources humaines en baisse : Pendant des décennies la région a souffert de la fuite importante des cerveaux, qui est maintenant aggravée par la mauvaise performance des systèmes éducatifs nationaux. Dans de nombreux pays, les taux d'abandon sont à leur niveau record, en particulier pour les garçons, et les taux d'analphabétisme et d'illettrisme sont en augmentation. Par exemple, plus de 70% des garçons scolarisés en Jamaïque ont échoué à leur examen de qualification en mathématiques. La plupart des pays ne disposent pas d'un quelconque système de formation de compétences qui correspondent aux possibilités offertes. Les emplois qualifiés sont souvent externalisés ou occupés par des personnes extérieures au pays ou à la région, et les possibilités d'ajouter de la valeur aux secteurs existants grâce à la consolidation des ressources humaines n'existent plus.

Des cadres réglementaires désuets et insuffisants : Les cadres juridiques et les règlements existants ne favorisent ni l'amélioration des pratiques environnementales et économiques, ni les innovations qui pourraient créer de nouveaux débouchés économiques durables. Dans certains cas, au contraire, ils parviennent à encourager des pratiques perverses.

Les fondements du passage à une économie verte et résiliente

Le passage à une voie économique plus souple et plus « verte » doit être construit à partir d'une base plus sûre, équitable et démocratique, dont les éléments clés sont :

Une vision partagée, à travers les partis politiques, les Etats, et les différents secteurs de la société, ce qui témoignerait d'un sens d'une identité caribéenne partagée et de l'engagement pour le bien social collectif.

La sécurité humaine, y compris l'accès équitable aux soins de santé, à l'éducation et aux opportunités économiques.

Une bonne gouvernance qui soit démocratique et transparente, et qui encourage un dialogue respectueux impliquant tous les secteurs de la société.

Une base de données et de recherche solide, afin de comprendre les causes profondes des problèmes et développer des solutions efficaces et efficientes.

Une population bien éduquée qui est exposée à un large éventail d'idées et de points de vue et possède les compétences et outils nécessaires pour participer activement à la vie économique.

L'implication des jeunes qui ont une vision du potentiel de la région ainsi que les talents et la motivation à devenir ses futurs dirigeants.

Une société civile informée et mobilisée qui joue un rôle de premier plan dans les débats nationaux et régionaux sur les priorités de développement ; qui engage effectivement tous les secteurs de la société ; qui donne la priorité aux besoins des populations pauvres et marginalisées ; et qui reflète une diversité de points de vue et d'idéologies.

Un engagement en faveur de la coopération pan-caribéenne à travers la coopération sur les questions politiques, culturelles et linguistiques impliquant toute les diasporas de la Caraïbe afin d'élargir les marchés et les possibilités économiques, faciliter l'échange de compétences et de main-d'œuvre, réduire la dépendance vis-à-vis de facteurs économiques externes incontrôlables, étendre le risque et accroître la résilience.

Les caractéristiques d'une économie verte

Dans le contexte de la Caraïbe, une économie verte est celle qui vise la prospérité à long terme, et pas uniquement la croissance, grâce à la distribution équitable des avantages économiques et la bonne gestion des ressources écologiques. Elle est économiquement viable et résiliente aux chocs tant externes qu'internes ; elle est autodirigée et non motivée par des priorités externes ou encore par les possibilités de financement ; elle est également autonome, en se basant principalement sur la production intérieure et l'investissement. Une économie verte caribéenne favorise les pauvres et génère des emplois et des conditions de travail décentes, offrant des possibilités d'autopromotion pour les populations locales. Une économie verte caribéenne serait également caractérisée par :

- Des industries qui optimisent la relation entre la demande et l'offre de la production domestique.
- La reconnaissance des meilleures pratiques et le découragement des mauvaises pratiques.
- Des entreprises qui s'efforcent d'atteindre des résultats multiples et de produire des flux nets de bénéfices économiques, sociaux et environnementaux.
- L'intégration des besoins et des contraintes des groupes spécifiques tels que les femmes chefs de familles mono-

parentales dans les politiques et les pratiques de travail et du domaine social.

- Des systèmes éducatifs et des options qui offrent aux jeunes les connaissances, les disciplines et les compétences qui sont pertinentes pour leur vie et les opportunités de carrière possibles.
- La réduction et l'élimination lorsque possible de la dépendance vis-à-vis des sources d'énergie importées ou hautes en carbone.
- L'utilisation efficace des ressources naturelles, humaines, culturelles et physiques disponibles, grâce à une évaluation réaliste et un déploiement optimal.
- La création de liens économiques positifs et mutuellement renforçant entre les différents secteurs et entre les milieux rural et urbain.

Les opportunités pour un passage immédiat à une économie verte

Le développement de cette vision d'une économie verte et résiliente pour la Caraïbe peut être mieux réalisé grâce à un processus de renforcement commun à travers la discussion et l'action. De nombreuses possibilités d'action qui peuvent faire progresser la région, tout en élargissant et en renforçant le dialogue, existent aujourd'hui. Certains progrès ont déjà été réalisés par rapport à ces actions. Cependant, la liste préliminaire ci-dessous propose les priorités des actions à mener au cours de la prochaine année par les différentes parties prenantes, notamment les gouvernements, les organisations régionales, les entreprises et les ONG.

Apprendre et étendre les meilleures pratiques, y compris les pratiques traditionnelles, à travers la création de groupes d'apprentissage par l'action et l'établissement de centres de formation et d'excellence.

Adopter une approche intégrée de la planification du développement, comme dans le cas de la Jamaïque avec son Plan de développement national Vision 2030, en examinant et en renforçant les lois de planification et les cadres réglementaires, adoptant une approche basée sur la résilience.

Finaliser la création d'un marché unique commun pour les Etats de la Caraïbe (CSME - Caribbean Single Market and Economy) afin de renforcer la résilience en augmentant l'intégration régionale à travers la libre circulation des travailleurs et des capitaux.

Négocier des accords commerciaux qui renforcent la résilience, comme celui qui est actuellement en cours de négociation entre la CARICOM et le Canada, qui prévoit une forte protection de l'environnement et du travail.

Créer des incitations pour des pratiques durables, y compris l'efficacité énergétique, l'utilisation des énergies renouvelables et le recyclage des déchets.

Transformer le secteur du logement grâce à des cadres réglementaires qui découragent les déchets et favorisent l'efficacité énergétique et l'utilisation de matériaux de construction durables.

Faire monter dans la chaîne de valeur les industries actuelles, mettant davantage l'accent sur la création de services hautement spécialisés et les produits à valeur ajoutée, notamment dans des secteurs tels que l'énergie, le tourisme, l'agriculture et les industries culturelles. Ceci pourrait augmenter les retours sur investissement, réduire la vulnérabilité à la concurrence et élargir les possibilités d'emploi.

Diversifier les marchés d'exportation afin de réduire la dépendance vis-à-vis d'un petit nombre de partenaires commerciaux ; atteindre les marchés actuellement sous-exploités tel que celui de l'Amérique latine.

Créer des marchés locaux au service de la diaspora, par exemple à travers le développement de chaînes de marchés alimentaires destinées aux communautés de la Caraïbe vivant à l'étranger.

Élaborer des plans d'affaires au long terme, à différentes échelles, depuis celle de la micro-entreprise jusqu'à celle de tout un secteur afin de renforcer la résilience aux traumatismes tels que les catastrophes naturelles.

Appuyer les incitations existantes mais inexploitées pour stimuler les emplois et les entreprises verts, par exemple, au moyen des facilités de REDD + ou du Green Fund (Fonds Vert) de Trinidad-et-Tobago.

Pour plus d'informations

Pour en savoir plus sur l'économie verte et le groupe d'apprentissage par l'action pour une économie verte dans la Caraïbe, visitez la page web de CANARI à l'adresse suivante: <http://www.canari.org/greeneconomy.asp>

Caribbean Natural Resources Institute

L'Institut Caraïbe des Ressources Naturelles (*Caribbean Natural Resources Institute*, CANARI) est une organisation technique régionale à but non lucratif qui travaille depuis plus d'une vingtaine d'années dans la Caraïbe insulaire.

Notre mission est de promouvoir et de faciliter une participation équitable et une collaboration effective dans le cadre de la gestion des ressources naturelles essentielles au développement des îles de la Caraïbe, de façon à ce que les populations bénéficient d'une meilleure qualité de vie et que les ressources naturelles soient conservées, par le biais de l'apprentissage par l'action, la recherche, le renforcement des capacités et la promotion de partenariats régionaux.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Caribbean Natural Resources Institute (CANARI)
Fernandes Business Centre
Building 7, Eastern Main Road,
Laventille, Trinidad. W.I.

Tel: (868) 626-6062 • Fax: (868) 626-1788
Email: info@canari.org • Site web: www.canari.org